

PROPRIÉTAIRE-GERANT: A. REBOUX

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du Journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béguin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARNON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

BUREAU: RUE NAIN, 1
ABONNEMENTS:
ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr.
LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; — L'abonnement continue, sauf avis contraire.
ANNONCES: 20 centimes la ligne
RECLAMES: 25 centimes
— On traite à forfait —

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 13, 7 18, 8 15, 9 48, 11 46, m., 12 23, 1 58, 3 39, 5 13, 6 18, 7 28, 8 28, 9 38, 11 08, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 45, 10 18, 11 23, m., 1 20, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, 8 23, 10 36, 11 38
Lille à Roubaix, 5 15, 6 55, 8 23, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 5 20, 6 55, 8 00, 10 13, 11 15
Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 05, 7 10, 8 05, 9 40, 11 31, 12 15, 1 50, 3 31, 5 05, 6 07, 7 20, 8 18, 9 28, 11 00
Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05
DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 27, 7 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 00 soir

BOURSE DE PARIS	
DU 27 NOVEMBRE	
100/0	61 65
4 1/2	85 75
Emprunts (5 0/0)	98 00
DU 28 NOVEMBRE	
100/0	61 70
4 1/2	85 40
Emprunts (5 0/0)	98 00

ROUBAIX, 28 NOVEMBRE 1874

Elections Municipales du 29 novembre 1874 (Deuxième tour de scrutin)

- Quatrième Section**
J.-B. DELPLANQUE, directeur de fabrique, conseiller sortant.
DELICOURT-TIERS, brasseur, conseiller sortant.
Amand HARINKOUCK, fabricant de tapis.
Emile BAAS, employé de commerce.
- Septième Section**
Charles POLLET-DUTHOIT, fabricant.
Paul SCRÉPEL, négociant.
Pierre PARENT, ancien conseiller.
- Huitième Section**
Louis LECLERCQ-MULLIER, fabricant, (de la maison Leclercq-Dupire.)
Pierre DESTOMBES, propriétaire.
Auguste TIERS, cultivateur.
- Neuvième Section**
François ERNOULT, apprêteur.
Ferdinand DEREGNAUCOURT, architecte.
César GAYDET, teinturier.

Les promesses et les actes
En 1871, comme aujourd'hui, les candidats dits républicains adressaient à leurs concitoyens un programme rempli de séduisantes promesses.
Ils nous disaient: — « Nous cherchons l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs par les efforts que nous ferons pour abaisser le prix des objets de première nécessité. »
Qu'ont-ils fait? — Ils ont augmenté l'octroi sur la viande de bœuf, c'est-à-dire sur la viande principalement consommée par les ouvriers! C'est ainsi qu'ils entendent abaisser le prix des objets de première nécessité!
Ils nous disaient aussi: — « Nous chercherons l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs par les modifications que nous apporterons au système qui régit aujourd'hui l'assistance publique. »
Qu'ont-ils fait? — Ils ont refusé des subsides à l'hôpital et à l'asile; le nombre des lits a été diminué à l'hôpital; l'entrée de l'asile a été refusée à de nombreux vieillards; nos orphelins ont été envoyés au dehors et livrés à des mains mercenaires.
Ils veulent faire vendre le bien des pauvres pour le convertir en rentes et le livrer ainsi à tous les hasards et à

tous les dangers de la spéculation: ce serait fatalement la ruine au bout d'un certain nombre d'années.
Si de pareilles théories étaient admises, quand l'hospice et l'hôpital seraient endettés, si tôt qu'il plairait aux radicaux de refuser des fonds, comme ils l'ont fait dernièrement, qu'advierait-il de nos malades, de nos orphelins, de nos vieillards?
Et voilà pourtant comment ils entendent modifier le système qui régit l'assistance publique.
Aujourd'hui encore, ils étaient devant nous leurs pompeuses déclamations; ils osent répéter qu'ils ne s'inspirent que de la grandeur du travail national et du bien-être des travailleurs.
Ils se moquent de nous! — Ouvriers, ils vous ont toujours trompé; mais vous les renouvez, ils nous tromperont encore. Par le passé, jugez l'avenir.
Regardons autour de nous, demandons-nous à qui nous devons nos écoles, nos hospices, nos asiles, nos crèches, notre hôpital, nos orphelins, notre caisse d'épargne, nos sociétés de secours, toutes nos institutions de bienfaisance, enfin?
La vérité éclate ici au grand jour. Tout ce qui s'est fait à Roubaix pour le bien être, pour l'amélioration du sort des ouvriers, tout, sans exception aucune, a été fait par des conservateurs.
C'est aux conservateurs aussi que Roubaix doit sa grandeur et sa prospérité. C'est par eux que nous avons aujourd'hui un tribunal et une chambre de commerce, un conditionnement et tant d'autres grandes institutions.
Repoussez les hommes qui veulent faire de la politique, faire leurs affaires et celles de leur parti, au lieu de s'occuper des nôtres.
Les véritables amis du peuple, les sincères partisans du Progrès, de la Fraternité, de l'Humanité, vous les trouverez parmi ceux qui agissent, parmi ceux qui ont fondé des œuvres utiles et durables et non parmi les ambitieux qui ne vous ont jamais donné que des mots et des phrases.
Un groupe d'Electeurs.

Miscellanées électorales
On voudrait, paraît-il, faire invalider l'élection de la première section. On s'appuie pour cela sur quelques erreurs — quatre! — commises dans la distribution des cartes. Le Progrès dit aussi:
« On se demande aussi, à propos de cette 1^{re} section, ce que sont les 67 bulletins nuls trouvés au dépouillement; il ne peut s'agir que de bulletins provenant d'une autre section; ils porteraient donc tous le nom de M. Derognaucourt; mais ce dernier avait obtenu 319 voix et, si l'on en ajoute 67, il en aurait 386, soit 14 voix en plus que Seney; par conséquent il serait nommé après sérieuse vérification. »
Nullement. On a compté à l'actif de M. Derognaucourt tous les bulletins portant son nom, même les bulletins provenant d'une autre section, ce qui, à notre avis, était illégal. Le calcul du Progrès est donc faux.
Les bulletins nuls dont parle ce jour-

nal, portaient d'autres noms, ainsi que le constate le procès-verbal, signé par les membres du bureau au nombre desquels se trouvaient M. Famechon et l'un de ses employés.
Sous l'administration de M. Ernoul-Bayart des prix étaient accordés aux sociétés ouvrières.
Ces prix ont été supprimés en 1871. L'administration de M. Descat a proposé dernièrement de les rétablir. La majorité républicaine du Conseil a rejeté cette proposition, donnant ainsi une nouvelle preuve de sa sollicitude pour la classe laborieuse.
Hier, à la réunion privée tenue au Théâtre, M. le pharmacien Delanoy a dit qu'il n'était pas roubaisien et qu'il s'en félicitait...
Dans la même réunion, le même M. Delanoy a comparé les candidats au conseil municipal à... une douzaine d'œufs... « Quand vous achetez une douzaine d'œufs et que vous les trouvez frais, vous ne demandez pas d'où ils proviennent! Eh bien, pour un conseiller municipal, agissez de même. » Que vous importe de savoir d'où il sort, s'il fait bien vos affaires?
Pardon, cher monsieur, puisque vous aimez les comparaisons originales, nous allons vous en présenter une autre que vous saisissez promptement. Quand on me présente un médicament, je m'informe de quelle pharmacie il sort. Si dans cette pharmacie, on a parfois commis des erreurs regrettables... suivez-moi bien... si la maison ne m'inspire pas une confiance absolue, une sécurité complète, si elle n'est pas surveillée suffisamment, eh bien je ne prends pas le médicament, afin de ne pas courir le risque d'aller voir dans l'autre monde ce que deviennent les apothicaires radicaux. Mais si ce médicament m'est fourni par une bonne pharmacie... une pharmacie comme la vôtre... eh bien, je l'accepte sans hésitation.
Je suis sûr que vous avez déjà compris: vous êtes si intelligent...
Si maintenant, un parti qui a déjà commis bon nombre de bêtises, qui a toujours trompé ceux qui ont eu confiance en lui, qui n'a jamais su séparer le bon grain de l'ivraie, si ce parti me présente des candidats... n'ayant pour toute garantie que l'étiquette qu'ils portent, je les refuse net, pour être sûr de ne pas me tromper.
Ne trouvez-vous pas que ma comparaison vaut bien la vôtre?...
Parmi les insanités débitées dans le Progrès du Nord au sujet des élections de Roubaix, nous en relevons une qui montre bien à quel degré d'abaissement moral en sont venus nos adversaires.
Savez-vous ce qu'ils reprochent à M. Carlos Cordonnier... c'est d'avoir su se battre pour ses convictions! Notre brave ami a été du nombre de ceux qui sont allés défendre à Rome la

cause du Droit; il a fait la campagne de France avec ces glorieux volontaires de l'Ouest auxquels Gambetta lui-même a rendu hommage.
Il disputait à l'envahisseur le sol de la patrie, pendant que M. Moreau faisait à Roubaix le joli métier que l'on sait avec l'Idée républicaine.
M. Moreau ne pouvait pardonner cela à M. Carlos Cordonnier. Un jour ou l'autre, M. Cordonnier devait avoir l'honneur des injures de M. Moreau.
Dans le même article, le Progrès nous reproche, à nous autres catholiques du Nord, d'envoyer de l'argent au Pape, tandis que la mière est grande parmi nous. Nous ne répondrons qu'un mot: quand on cherche à soulager une infortune, à fonder une bonne œuvre quelconque, c'est toujours aux amis du Pape que l'on s'adresse et personne ne s'aviserait jamais d'aller implorer la charité de MM. les Radicaux. Nous voudrions bien savoir, par exemple, combien il y a d'abonnés du Progrès parmi les bienfaiteurs de nos hospices et de nos autres institutions charitables. — xxx.

LETRES DE PARIS
(Correspondances particulières du Journal de Roubaix.)
Paris, 27 novembre 1874.
« On fait dire aux chiffres tout ce qu'on veut, » jamais ce dicton n'a été mieux justifié qu'en ce moment. Il faut voir, en effet, avec quel sang-froid certains journaux des partis extrêmes, d'ailleurs, font le calcul des élections de dimanche. A entendre les uns la victoire est entière, complète partout pour le gouvernement et les conservateurs; les autres proclament que la réaction est atteinte de sa défaite.
La vérité est que si les élections avaient pu être meilleures, elles auraient aussi pu être pires: et, en somme, grâce aux votes des campagnes, il paraît démontré que l'ensemble est plutôt favorable aux conservateurs.
Cependant il y a un calcul auquel se livrent certains journaux et pour lequel ils ne pourront jamais établir de bases sérieuses: c'est celui qui consiste à établir au profit des conservateurs la réélection des maires nommés depuis le 24 mai. Considérer en principe leur réélection comme un succès pour le gouvernement et comme un échec pour le parti républicain, c'est s'exposer à de nombreux mécomptes. Il s'en faut de beaucoup que tous les maires nommés par M. de Broglie et M. de Fourtou appartiennent au parti conservateur. Dans beaucoup de communes le gouvernement a donné l'investiture aux anciens maires élus parce qu'il n'en a pu trouver d'autres, et sur bien des points il a dû laisser en fonctions des maires et des adjoints connus par leurs accointances avec le parti radical.
Nos honorables ne se pressent pas trop de revenir à Paris, et en réalité il n'y a encore eu aucune réunion complète d'un groupe parlementaire. La gauche républicaine, qui ne comptait avant-hier que 40 membres, est convoquée pour dimanche boulevard des Capucines, et beaucoup feront encore défaut ce jour-là. Il n'y a pas eu de réunion du centre droit: les députés de ce groupe sont invités à se réunir demain chez M. Lambert Sainte-Croix. Ce n'est plus M. de

de Broglie qui sera proposé comme président du centre droit en remplacement de M. d'Audiffret-Pasquier, ce sera M. Boucher, à moins que celui-ci ne refuse pour des raisons de santé.
Quant au centre gauche, et nous parlons de ceux qui se sont réunis chez M. Ernest Picard, il a décidé qu'il ne déciderait rien, qu'il avait fait connaître son programme pendant la dernière session, et qu'il s'y tenait, que par conséquent il n'avait qu'à laisser venir les événements.
Les autres groupes de la gauche ne se tiendront pas dans la même immobilité. Déjà, avant-hier, boulevard des Capucines, il a été décidé en principe que dès le premier jour il serait déposé une demande d'interpellation. On ne sait pas bien sur quelle question; ce sera peut-être sur toutes à la fois. Mais l'important est qu'on interpellera. A qui servirait d'être de l'opposition si l'on n'interpellait pas.
Des premières conversations qui ont eu lieu entre députés de la droite et du centre droit, il paraît résulter qu'on serait d'accord pour ajourner jusqu'après le 1^{er} janvier toutes discussions irritantes. On veut que le commerce puisse procéder à ses affaires de fin d'année sans être troublé par les bruits inquiétants de l'Assemblée. Il y aurait donc une sorte de mot d'ordre donné pour que tout débat sur les lois constitutionnelles fût retardé jusqu'après les vacances du jour de l'an. On se bornerait donc pendant le mois de décembre à expédier les affaires courantes et à voter quelques lois urgentes, comme celles qui concernent l'armée, bien entendu après que l'interpellation de la gauche aura décidé du sort du ministère.
Le bruit court depuis hier que M. Buffet aurait témoigné l'intention de ne plus se présenter comme candidat à la présidence de l'Assemblée et que les voix de la droite et du centre droit se porteraient sur le comte Daru. Nous croyons que ce bruit n'est pas fondé: M. Buffet ne peut se retirer au moment où la gauche, qui, jusqu'à présent, n'avait pas eu de candidat, se propose de lui opposer M. Sénard.
La réponse du gouvernement français au memorandum Espagnol n'est pas encore partie; on assure même que certains passages doivent être de nouveau soumis au conseil des ministres. En tout cas, la note française ne sera pas remise au marquis Armiño, ambassadeur d'Espagne à Paris. Ce n'est pas ainsi que les choses se passent diplomatiquement. La note sera envoyée à Madrid à notre ambassadeur, qui en donnera lui-même communication au gouvernement du maréchal Serrano.
L'emprunt de la ville de Paris, de 220 millions, a enfin été voté hier; aujourd'hui le conseil décide s'il doit être négocié à un syndicat de banquiers ou si l'on aura recours à la souscription publique.
Au moment où les feuilles radicales constatent que les travaux de tous les comités électoraux de Paris sont terminés, et publient la liste complète des candidatures qu'elles recommandent, voilà la Liberté qui publie à son tour une liste de candidats conservateurs. Il n'est jamais trop tard pour bien faire, dit-on; malheureusement il est trop tard pour que les conservateurs puissent s'organiser pour la lutte, quand même ils en auraient le désir, ce qui reste douteux. L'exemple de la Liberté n'aura que deux ou trois imitateurs.
Demain aura lieu au Luxembourg le dîner annuel offert par le préfet de la Seine au Conseil général. Le ministre de l'Intérieur y assistera.
Il paraît que le gouvernement prussien se préoccupe beaucoup de l'exportation de

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 29 NOVEMBRE 1874.

ANGELINE
PAR
CLAIRE DE CHANDENEUX.
(Suite.)
— Vous gronder... encore? Elle vous gronde donc bien souvent?
— Oui, toujours! dit-elle simplement, sans que son visage amaigri trahit la moindre colère.
On ne pouvait y lire que le découragement absolu.
— Mais, pauvre enfant, pourquoi cette sévérité?
La jeune fille rougit et hésita...
— Pour vous faire comprendre cela, monsieur, il faudrait vous expliquer quelque chose, et je ne veux pas vous faire de la peine.
— De la peine, à moi? En effet, je ne comprends pas. Mais, je vous en prie, ne craignez pas de m'en causer un peu, s'il le faut, et dites-moi...
— Angéline! appela la malade.
— Ah! voilà ma bonne fée qui se réveille! dit Angéline en courant au lit.
Après une caresse:
— Ma chère fille, dit Mme Langevé, il faut aller retrouver Mme Javin; vous savez qu'elle n'aime pas trop ces petites équipées-là lorsque je ne suis pas seule.

Jules s'était rapproché, poussé par l'intérêt inexplicable qui l'attachait à la mystérieuse enfant.
— Mais, chère madame, hasarda-t-il, rien ne me paraît plus innocent que ces visites que Mlle de Morancy semble si heureuse de rendre à celle qu'elle appelle sa bonne fée.
— Angéline voulait parler; la malade lui mit la main sur le bras.
— Mme Javin est absolue, mais très-dévouée, dit elle.
— La bonne fée reprit la jeune homme; voilà un bien joli mot dont je serais heureux de connaître l'étymologie.
— Cette fois, vous ne pouvez pas me défendre de parler, s'écria la jeune fille en arrêtant d'un regard expressif le geste de la malade; monsieur, je l'appelle ainsi parce que je l'ai toujours trouvée comme une protectrice entre moi qu'on dit folle — car vous savez, monsieur, qu'il paraît que je suis folle — et ceux qui me font souffrir pour me rendre plus folle encore.
— Pauvre petit! dit-il avec commisération, ne vous exaltez point ainsi. Vous rendre plus folle encore! Eh! mon Dieu! dans quel intérêt?
— Et le petit baron Anatole de Morancy, ne faut-il pas qu'il soit riche! très-riche... riche de sa fortune à lui... et riche aussi de la mienne?
En achevant de formuler cette accusation terrible, Angéline, très-exaltée, devint subitement d'une chaleur rayante; elle chancela.

Jules étendit les bras pour la soutenir, mais elle se redressa par un effort de volonté, s'élança vers la porte et disparut en jetant un double baiser dans la direction du lit.
Mme Langevé, les mains jointes, la tête renversée sur ses oreillers, semblait frappée de stupeur.
Jules se demandait quelle crise nouvelle venait de saisir l'infortunée jeune fille. Ce fut dans ce sens qu'il formula sa première question à la malade, qui ne parut pas l'entendre.
Les yeux fixes et agrandis par l'épouvante, elle murmurait comme dans le délire de la fièvre.
— Et pourtant ce serait peut-être un devoir... car je vais mourir... Mais il l'aime tant!... Et puis ce n'est pas à moi à l'accuser... je suis une pauvre infirme... elle a été charitable pour moi... Il y a longtemps déjà que mon mari m'a ruinée... elle m'a recueillie... Et pourtant!... M. Revel, je me sens bien mal; il faut que le docteur revienne.
— Il va venir, madame.
— Je crois que j'ai la fièvre très-fort.
— Cette enfant vous a fait mal, sans doute. Je ne lui croyais pas une folie si méchante.
— Elle n'est pas méchante. Oh! non, pas méchante, répéta Mme Langevé avec agitation.
Un conseil, M. Revel: quand vous serez marié, obtenez de votre femme qu'Angéline vive de la vie de famille; et vous verrez...

Elle s'arrêta, saisie d'une oppression terrible.
— Que verrai-je? demanda-t-il anxieusement.
— Mme Langevé remua les lèvres si faiblement qu'un son indistinct arriva seul à l'oreille attentive du jeune homme.
— Elle guérira, dit-il avec conviction. Eliane sera, comme moi, bien heureuse d'essayer une cure si chère, et...
Un regard énigmatique lui coupa la parole, mais il n'eut pas le courage d'interroger: le visage de la malade se décomposait à vue d'œil, et sa respiration devenait de plus en plus sifflante. On annonça le médecin.
C'était un homme habile, malgré la modestie de ses fonctions rurales; il examina la gorge enflammée de la patiente, écouta son souffle semblable à un râle, écrivit une ordonnance, et sortant avec Jules:
— Faites prévenir M. le curé! dit-il tristement.
— Quoi! vous croyez?
— La bronchite aiguë dont Mme Langevé est atteinte a pris depuis hier le caractère le plus grave, et je dois vous le dire, le plus désespéré.
Ces mots lugubres résonnèrent douloureusement dans le cœur compatissant du jeune homme. Le devoir sacré qui lui incomba d'une façon si inattendue, de préparer une mourante à la visite suprême de son pasteur, ce devoir, étrange pour un homme de son âge et de sa position, ne le fit pas reculer,

mais il sentit le besoin de s'entourer pour le remplir, des serviteurs préférés d'Eliane.
L'expédia un courrier à Mme de Morancy et se fit conduire à l'appartement occupé par Angéline et Mme Javin.
Rien ne peut exprimer la surprise de la gouvernante en voyant entrer M. Revel, dont le visage soucieux annonçait quelque événement imprévu. Quant à Angéline, enfoncée dans fauteuil où son corps délicat se perdait à demi, elle tressaillit, rougit et devint attentive sans oser faire un mouvement.
— Que disiez-vous, monsieur? interrogea la gouvernante.
— Le docteur me quitte à l'instant, madame...
— Eh bien! monsieur?
— Je viens vous demander votre concours pour préparer Mme Langevé à recevoir les derniers sacrements, et tout disposer à cet effet autour d'elle.
— Miséricorde! cria la grosse dame en changeant de couleur, les derniers sacrements!... Elle va donc mourir? Et Mme la baronne qui n'est pas là!
— Mme de Morancy, que je viens d'avertir, arrivera certainement dans la soirée.
— Alors il faut l'attendre: je ne veux rien faire sans madame.
— La mort n'attend pas. Mme la baronne vous saura gré de l'avoir suppléée dans cette circonstance si grave.
— Monsieur, cela n'est pas sûr dit